

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE portant autorisation  
d'une installation classée pour la protection  
de l'environnement

SERVICE PREVENTION DES RISQUES  
ENVIRONNEMENTAUX  
N°IC 2005/3478  
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret N° 2010-419 du 28 avril 2010 (*publié au J.O. du 30 avril 2010*), modifiant la nomenclature des installations classées (*rubrique 2910-C-2*) relative à la combustion – *remplaçant la rubrique 2910-B* ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 9 juillet 2009, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2007 relatif au programme d'action sur le bassin versant de l'IC ;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 février 1989, modifié, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « GAUFFNY Bernard » (*reprise par le « G.A.E.C. DU CLOS DE LA PIERRE »*), l'autorisant à exploiter en TREGOMEUR au lieu-dit « Le Pré Normand » un élevage porcin correspondant à 749 pl. d'animaux équivalents (*406 pl. post-sevrage, 665 pl. engraissement*) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1996, modifié, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « G.A.E.C. DU CLOS DE LA PIERRE », l'autorisant à exploiter en PLELO au lieu-dit « L'Hôtellerie » un élevage porcin de 3264 pl. d'animaux équivalents (*soit 93 pl. maternité, 344 pl. gestantes-verraterie, 1056 pl. post-sevrage, 1742 pl. engraissement*) ;

VU la demande présentée le 11 mai 2009, complétée, par l'installation classée « G.A.E.C. DU CLOS DE LA PIERRE (AUFFRAY) », sise au lieu-dit « L'Hôtellerie » en PLELO, en vue de la création d'une unité de méthanisation à la ferme sur le site de « L'Hôtellerie » en PLELO, à proximité de l'élevage porcin autorisé, dans le cadre de la restructuration interne de l'élevage (*par l'arrêt de la production bovine au profit de l'élevage porcin*) réparti sur les 2 sites susvisés, au lieu-dit « L'Hôtellerie » (Section YZ n° 75-123-65 et 125) en PLELO et « Le Pré Normand » (Section ZA n° 21) en TREGOMEUR, soit un total de 4441 pl. animaux équivalents (PLELO : 93 pl. maternité, 344 pl. gestantes-verraterie, 1169 pl. post-sevrage, 2150 pl. engraissement – TREGOMEUR : 406 pl. post-sevrage, 665 pl. engraissement), la mise à jour du plan d'épandage et les modifications apportées à l'unité de traitement biologique des lisiers, la construction d'une fosse à lisier de 720 m3 total (600 m3 utiles), d'un digesteur d'un volume total de 1206 m3 (1005 m3 utiles), d'un hangar de centrifugation/compostage, d'une lagune de 3300 m3 total (2700 m3 utiles) et d'un local fermé (*où seront installés le groupe de co-génération, la chaudière de secours et le local technique*) ;

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;

VU les délibérations des conseils municipaux de LANTIC (28 septembre 2009) - PORDIC (11 septembre 2009) – PLELO (25 septembre 2009) - PLOURHAN (09 octobre 2009) - TREGOMEUR (25 septembre 2009) - TREGUIDEL (09 octobre 2009) – TREMELOIR (08 octobre 2009) ;

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 14 avril 2010 ;

VU le courrier recommandé adressé le 15 avril 2010 au pétitionnaire (*réceptionné le 20 avril 2010*) lui communiquant le rapport du 14 avril 2010 susvisé ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 30 avril 2010 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'implantation de l'exploitation susvisée (*élevage porcin, unité de traitement et méthanisation*) se situe à plus de 100 mètres des tiers les plus proches et plus de 35 mètres d'un cours d'eau – par contre, des tiers se trouvent à moins de 100 mètres (*75 mètres du silo maïs et 90 mètres du hangar*) de l'ancien site des bovins (*ce site, qui servira de stockage pour le maïs ensilage, étant lui-même à 320 mètres de l'élevage porcin*) et donnent leur accord ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'IC ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de CHATELAUDREN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que le projet du pétitionnaire consiste à réaliser une restructuration interne de l'élevage par abandon de l'activité laitière existante et transformation de l'azoté lié à la production contingentée par la création de 408 pl. d'engraissement et de 113 pl. de post sevrage sur l'élevage porcin. *L'élevage sera donc à terme naisseur-engraisseur total.* Un accord CDOA a été émis le 4 mars 2008 pour l'attribution de 3054 UN ;

CONSIDERANT que, par ailleurs, le pétitionnaire souhaite mettre aux normes « bien-être » l'élevage (*extension de porcherie gestante*), et procéder à des travaux d'aménagement de son installation (*notamment remplacer la vis compacteuse par une centrifugeuse afin de réduire la charge en phosphore sur le plan d'épandage, centrifuger le digestat et le lisier non méthanisé en tête de la station de traitement biologique, traiter le digestat et le lisier centrifugé par nitrification/dénitrification dans le réacteur existant et déjà en fonctionnement afin d'éliminer l'azote excédentaire*) ;

CONSIDERANT que le projet de construction en PLELO comprend notamment une fosse d'homogénéisation du lisier de 600 m<sup>3</sup> utiles en remplacement de l'actuelle fosse d'homogénéisation de 300 m<sup>3</sup> qui servira au stockage de la partie du digestat centrifugé à épandre, une cuve de fermentation ou digesteur de 1206 m<sup>3</sup> total (*1005 m<sup>3</sup> utiles*), un hangar de 480 m<sup>2</sup> qui accueillera la centrifugeuse et les installations de compostage, une lagune de 3300 m<sup>3</sup> (*2700 m<sup>3</sup> utiles*) en complément de la lagune actuelle de 2500 m<sup>3</sup> utiles, un local de 50 m<sup>2</sup> où seront installé le groupe de co-génération, la chaudière de secours et le local technique ;

CONSIDERANT que la surface globale du plan d'épandage est 117,8 Ha de SAU (*dont 113,2 Ha SAU sur le Bassin Versant de l'IC*) ce qui représente un total de 111,31 Ha SDN. Le plan d'épandage regroupe les surfaces exploitées par le « G.A.E.C. DU CLOS DE LA PIERRE » et les surfaces de M. Ludovic LE BRETON (*exploitant en LANTIC*). Une convention d'épandage réciproque est mise en place entre les deux exploitations (*complément du 17 mars 2010*) : le G.A.E.C. s'engage à mettre à disposition de M. LE BRETON 382 UN et 380 UP2O5 sous forme *d'effluents traités*, et M. LE BRETON s'engage à mettre à disposition du G.A.E.C. 350 UN et 219 UP2O5 sous forme de *fumier de bovin* ;

CONSIDERANT que, sur le site de PLELO, une station biologique complète avec séparateur de phase en tête (*vis compacteuse*) est en fonctionnement pour cet élevage depuis novembre 2002 ;

CONSIDERANT que cette station permet l'élimination de 20790 unités d'azote, le co-produit (*soit 1201 UN*) est repris par contrat pour transfert. Au final, il reste 10158 unités d'azote organique à épandre pour une charge globale de 131 UN/Ha SRD. La charge annuelle sur les 42,65 ha de SRD en propre est de 166 UN et 242 UP2O5 ;

CONSIDERANT qu'une unité de méthanisation sera développée et aménagée à partir des installations de l'actuelle station de traitement, afin de valoriser le process du traitement du lisier. Cette nouvelle unité sera alimentée par la totalité du lisier généré par l'élevage, soit 32261 UN auquel sera ajouté 750 t d'ensilage de maïs (3104 UN), 233 t d'ensilage de dérobées (1260 UN), 2000 t de restes de légumes et de pelouse (7000 UN) - Au final, le projet intègre la gestion de 43625 UN organiques (*dont 32261 UN d'origine animale*) ;

CONSIDERANT qu'une séparation de la phase solide du digestat sera réalisée par centrifugation. Un compostage du produit solide sera mis en œuvre afin de réduire et de normaliser 12670 unités d'azote. Le compost obtenu (*540 T - soit 9502 unités*) sera exporté via l'entreprise « EVALOR ». Le reste de l'azote contenu dans la phase liquide sera, soit traité par les installations de la station existante, soit épandu sur les cultures (*6743 UN*) ;

CONSIDERANT la convention du 16 octobre 2008 avec la société EVALOR (*compostage du refus de centrifugeuse*) ;

CONSIDERANT que le digesteur sera alimenté par la totalité du lisier porcin, soit 7462 m<sup>3</sup> pour 32261 UN et 18891 UP2O5, par 750 tonnes de maïs ensilage, soit l'équivalent du maïs des VL (*3104 UN et 1142 UP2O5*) et 233 tonnes de dérobées (*1260 UN et 378 UP2O5*) produits sur l'exploitation, par 500 tonnes de tontes de pelouse issues de paysagiste et 1500 tonnes de déchets de légumes en provenance de la société « Chéritel » de GUINGAMP pour un total de 7000 UN et 2556 UP2O5 ;

CONSIDERANT qu'une trémie permet l'incorporation des végétaux dans le digesteur ;

CONSIDERANT que la méthanisation est une fermentation bactérienne de la matière organique en l'absence d'oxygène qui produit du biogaz, mélange de méthane et de gaz carbonique - L'incorporation de déchets verts permet un apport de nutriments notamment carbone et azote permettant une forte production de biomasse avec production importante de biogaz ;

- CONSIDERANT que le digesteur est une fosse en béton banché semi-enterrée équipé d'un circuit d'eau chaude dans les parois en béton maintenant la température du digesteur à 35-40 °C (mésophile). Deux brasseurs électriques assurent le brassage du contenu du mélange afin d'optimiser la méthanisation. La partie supérieure du digesteur est constituée d'un gazomètre à double membrane : la membrane interne est une membrane souple étanche au gaz qui joue le rôle de stockage du biogaz produit avant valorisation par le cogénérateur, la capacité de stockage du biogaz est de 534 m3. La membrane extérieure fixe en PVC sert de protection contre les intempéries ;
- CONSIDERANT que la production de biogaz sera d'environ 1080 m3 par jour avec une teneur en méthane de 54 % soit l'équivalent énergétique de 580 litres de fioul (gaz naturel : 68 % CH4) - cette estimation est calculée en tenant compte des tonnages et teneur en matières organiques des produits introduits dans le digesteur et leur potentiel méthanogène moyen connu ;
- CONSIDERANT que ce biogaz sera valorisé par le cogénérateur d'une puissance électrique de 100 KW qui fonctionnera entre 20 et 22 heures par jour (*puissance thermique de 0,27 MW*) - La production attendue d'électricité est de 750000 kw/h par an revendu à EDF au tarif de 14,6 cts/kwh pour une performance énergétique de 65,9 % - La production de chaleur doit permettre de récupérer 973000 kwh d'énergie thermique sous forme d'eau chaude à 85-90 °C qui sera valorisée pour le chauffage du digesteur (*290000 kwh*) et le chauffage des porcheries (*320000 kwh*) économisant 32000 litres de fioul/an ;
- CONSIDERANT que Le cogénérateur bien qu'équipé d'un silencieux est la source de bruit la plus importante avec un niveau sonore de 100 db à proximité de la machine qui fonctionne jour et nuit. Afin de diminuer ces nuisances, le local technique sera fermé et entièrement insonorisé. Le tiers le plus proche de ce local est situé à 260 mètres.
- CONSIDERANT que La chaudière de secours d'une puissance thermique de 0,25 MW est une chaudière mixte gaz/fioul qui sera utilisée en secours (*intervention technique, panne du co-générateur...*) ainsi que lors de la mise en route du digesteur afin d'assurer la montée en température.
- CONSIDERANT que, au final, l'estimation annuelle de réduction des gaz à effet de serre est de l'ordre de 3522 tonnes équivalent CO2 par réduction des émissions de méthane et par la production d'énergies renouvelables (*électricité, chaleur*) ;
- CONSIDERANT que le digestat est désodorisé et la proportion d'azote ammoniacal peut atteindre 85 % contre 70 % dans un lisier permettant un abattement plus important d'azote dans le réacteur biologique. La totalité du digestat soit 10040 m3 pour 43625 UN (*32261 UN animales (74%) et 11364 UN végétales*) et 22967 UP2O5 est centrifugé, le co-produit pour 1380 tonnes (*12670 UN et 19194 UP2O5*) est composté dans le hangar en aération forcé. 3168 UN sont éliminées par la phase de compostage, le compost produit (*540 tonnes pour 9502 UN et 19194 UP2O5*) est repris par contrat avec la société VALETEC pour transfert ;
- CONSIDERANT que 8314 m3 de digestat centrifugé, soit 29717 UN, seront traités dans le réacteur biologique : 24212 UN seront éliminées par la station pour un rendement de 81,5% contre 70% sur lisier non méthanisé ;
- CONSIDERANT qu'il restera à épandre : 346 m3 de digestat centrifugé (*1238 UN et 151 UP2O5*), 1203 m3 de boues (*4231 UN et 2354 UP2O5*) et 5666 m3 de surnageant (*1274 UN, 1268 UP2O5, 23046 UK2O*), soit au total 6743 UN (*dont 74 % animale et 26 % végétale*), 3773 UP2O5 et 28243 UK2O sur les 57,45 hectares épandables pour une charge de 117,3 UN, 65,7 UP2O5 et 491 UK2O par hectare de SDN ;

- CONSIDERANT que la DDTM a émis un avis favorable concernant la restructuration, le bilan agronomique et le plan d'épandage. La charge en azote totale sur les terres situées en bassin versant en contentieux de l'IC (57,5 ha de SAU sur 62,18) est inférieure à 140 (avis DDTM). Le solde agronomique pour le paramètre azote est déficitaire après apport d'azote minéral avec des rendements très bas (50 q blé, 45 q orge, 20 q colza) qui anticipent une baisse des rendements. Le paramètre phosphore est légèrement excédentaire pour les mêmes rendements ;
- CONSIDERANT que, afin de réduire la charge en potasse, conformément à l'article 5-4-1 du programme d'action, un complément de dossier a été déposé en mars 2010 pour la gestion de l'effluent épuré : une convention d'épandage a été signée avec un prêteur de terres, M. LE BRETON Ludovic de LANTIC, qui met à disposition 53,9 hectares de SDN. Il s'agit d'un échange de fumier de bovins en provenance de l'exploitation de M. LE BRETON, soit l'équivalent de 350 UN, 219 UP2O5 et 403 UK2O en échange d'effluent traité correspondant à 382 UN, 380 UP2O5 et 6911 UK2O ;
- CONSIDERANT que, suite à cet avenant, il restera à gérer sur les terres du pétitionnaire : 6711 UN, 3612 UP2O5 et 21735 UK2O (28243 - 6911 + 403) sur les 57,45 Ha de SRD, soit des charges de 116,8 UN (166 avant projet) ; 62,9 UP2O5 (242 avant projet) et 378 UK2O ;
- CONSIDERANT que le recours à un prêteur pour l'effluent traité permet de diminuer la charge en potasse sur le plan d'épandage de 114 Kg/Ha. Les terres de ce prêteur touchent les terres irrigables du GAEC ce qui permettra un épandage en irrigation ;
- CONSIDERANT que le commissaire enquêteur émet un avis favorable avec cependant deux recommandations : la première recommandation concerne la signature d'une convention de transport des déchets de légumes entre le transporteur et le GAEC afin d'éviter la traverser du bourg de PLELO et réduire ainsi les nuisances. *Les pétitionnaires dans leur mémoire en réponse s'engagent à signer cette convention ;*
- CONSIDERANT que la seconde recommandation du commissaire enquêteur concerne l'abandon de la demande d'épandage de l'effluent épuré, surnageant issu du traitement dont la teneur est de 0,2 UN/m<sup>3</sup> (<0,5), jusqu'au 15 août ;
- CONSIDERANT que le G.A.E.C. épand déjà en irrigation l'effluent de traitement de la station biologique en fonctionnement, soit 4187 m<sup>3</sup> ;
- CONSIDERANT que cet épandage est principalement réalisé en irrigation par un système de tuyaux d'arrosage avec enrouleur et canon asperseur. Le parcellaire irrigable pour un total de 23,88 hectares est situé à proximité du siège d'exploitation afin de limiter l'épandage à la tonne. Les pétitionnaires s'engagent à épandre cet effluent uniquement en irrigation du 1er juillet au 15 août. Cette pratique permet de valoriser le surnageant (5666 m<sup>3</sup>) en période de déficit hydrique à un moment où la plante (maïs) a besoin d'eau. La DDTM émet un avis favorable à cette dérogation ;
- CONSIDERANT que l'élevage est déjà en partie ceinturé par une clôture de 1,85 m, les pétitionnaires souhaitent étendre cette clôture jusqu'aux installations de méthanisation (*digesteur et local technique*) afin d'interdire l'accès. En contrebas des fosses et du digesteur il est prévu la construction d'un merlon de rétention avec point bas en direction de la lagune de 2700 m<sup>2</sup> en projet ;
- CONSIDERANT que la D.R.E.A.L. également consultée sur ce dossier émet un avis favorable concernant la partie « risques » du dossier ;
- CONSIDERANT que l'installation sera munie d'un dispositif d'épuration biologique de l'H<sub>2</sub>S contenu dans le biogaz afin de maintenir une concentration en hydrogène sulfuré de 50 à 100 ppm avec un maximum à 200 ppm ;
- CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphase pour l'élevage concerné ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1<sup>ER</sup> -

**1.1 – bénéficiaire et portée de l'autorisation :**

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « G.A.E.C. DU CLOS DE LA PIERRE (AUFFRAY) », sise au lieu-dit « L'Hôtellerie » en PLELO, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

a) Site 1 : au lieu-dit « L'Hôtellerie » (section YZ n° 75-123-65 et 125) en PLELO, à moins de 100 mètres du tiers le plus proche en ce qui concerne les ouvrages de stockages (*STO N° 2 et 4*),

b) Site 2 : au lieu-dit « Le Pré Normand » (section ZA n° 21) en TREGOMEUR :

Site de « L'Hôtellerie » en PLELO	Site de « Le Pré Normand » en TREGOMEUR
1 - <u>un élevage porcin</u> naisseur-engraisseur de 3695 pl. animaux équivalents ( <i>répartition détaillée ci-dessous – Art. 3</i> ) ;	1 - <u>un élevage porcin</u> post-sevreur engraisseur de 746 places animaux équivalents ( <i>répartition détaillée ci-dessous – Art. 3</i> ) ;
2 - <u>une unité de méthanisation</u> à la ferme du lisier de porcs, de déchets végétaux et de matière végétale brute ;	/
3 - <u>un groupe électrogène</u> équipé d'un système de récupération de chaleur ou co-générateur ;	/
4 - <u>une unité de traitement</u> du digestat et des lisiers comprenant : a) une séparation de phase en tête ( <i>produisant un co-produit ci-après dénommé « résidus organiques »</i> ) ; b) un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ; c) un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ; d) une séparation du digestat et du lisier traités par décantation secondaire des boues ( <i>produisant deux co-produits ci-après dénommés « digestat et lisier traités décantés » et « effluent épuré »</i> ) ; e) une fosse de stockage du digestat et lisier traités décantés ; f) une lagune de stockage de l'effluent épuré.	/

1.2 - Pour l'exploitation de ces installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration et à autorisation, conformément à l'article 2 du présent arrêté, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 - NATURE DES INSTALLATIONS

**2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Site	n° de rubrique	Désignation des activités	Capacité autorisée	Régime
1	2102-1	<b>Porcs</b> (établissements d'élevage, vente, transit, etc., de -) en stabulation ou en plein air de plus de 450 animaux-équivalents	<b>3695</b> pl. d'animaux-équivalents	<b>A</b>
2	2102-1	<b>Porcs</b> (établissements d'élevage, vente, transit, etc., de -) en stabulation ou en plein air de plus de 450 animaux-équivalents	<b>746</b> pl. d'animaux-équivalents	<b>A</b>
1	2781-1b	<b>Méthanisation</b> de déchets non dangereux ou matière végétale brute à l'exclusion des installations de station d'épuration urbaines : La quantité de matières traitées étant inférieure à 30t/j	28,6 t/j	DC
1	2910-C-2	<b>Combustion</b> - Lorsque l'installation consomme exclusivement du biogaz provenant d'installation(s) classée(s) sous la rubrique 2781-1 et si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 0,1 MW : (...) 2. lorsque le biogaz est produit par une seule installation, soumise à déclaration au titre de la rubrique 2781-1	- Co-générateur : <b>0,27 MW</b> - Chaudière : <b>0,25 MW</b>	DC
1	2780-1b	<b>Compostage</b> de matière végétale brut, effluents d'élevage, matières stercoraires : la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3t/j et inférieure à 30 t/j	3,78 t/j	D

A : (autorisation) – D : (déclaration) – C : (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du code de l'environnement).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui (*mentionnés ou non à la nomenclature*) sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

### ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN

#### 3.1. - CAPACITE DE L'ELEVAGE :

Répartition de l'élevage porcin : Le pétitionnaire est autorisé à installer et exploiter sur les 2 sites susvisés un élevage porcin d'une capacité maximale de 4441 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

Site de « L'Hôtellerie »	Site de « Le Pré Normand »	Animaux-équivalents (PAE)
93 pl. maternité	0 pl. maternité	soit 279 PAE
344 pl. gestantes-verraterie	0 pl. gestantes-verraterie	soit 1032 PAE
1169 pl. post-sevrage	406 pl. post-sevrage	soit 315 PAE
2150 pl. engraissement	665 pl. engraissement	soit 2815 PAE
Total : 3756 animaux	Total : 1071 animaux	Total : 4441 pl. animaux-équivalents

Pour l'exploitation de ces installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 7 février 2005 susvisé, ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après :

#### 3.2. - EFFECTIFS :

3.2.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 437 reproducteurs (*truies verrats cochettes*), 2815 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1575 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

3.2.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 391 reproducteurs (*truies verrats cochettes*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique ...*).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 8545 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 8800 animaux.

3.2.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage (*site 1 ou site 2*) feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

### 3.3. - ALIMENTATION BIPHASE :

3.3.1. - L'alimentation biphasé sera maintenue en place à compter de la date du présent arrêté préfectoral.

3.3.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures, ....*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (*taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux*). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

## ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'UNITE DE METHANISATION

### 4.1. - CAPACITE DE L'UNITE DE METHANISATION :

La quantité maximale de matières traitées est de 10445 tonnes par an, soit un flux journalier entrant de 28,61 t/j.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n°2781-1b de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 susvisé, ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après :

### 4.2. - FLUX ANNUEL DE MATIERES A TRAITER ENTRANT DANS L'UNITE DE METHANISATION (DIGESTEUR) :

Matières traitées	Quantité (tonnes)	N (kg)	P2O5 (kg)	K2O (kg)
Lisier brut	7462	32261	18891	23326
Ensilage maïs	750	3104	1142	2475
Ensilage dérobé	233	1260	378	1898
Déchets légumes et pelouse	2000	7000	2556	6650
<b>TOTAL</b>	<b>10445</b>	<b>43625</b>	<b>22967</b>	<b>34349</b>

Le lisier brut sera intégralement issu des élevages exploités par le « G.A.E.C. DU CLOS DE LA PIERRE » sur les sites 1 et 2.

Toute admission de matière donne lieu à un enregistrement dans un registre d'entrée. Ce registre est conservé pendant 3 ans minimum.

Les conventions signées entre le pétitionnaire et le ou les fournisseur(s) de déchets de légumes et de pelouse seront tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Toute incorporation de matières à traiter, autre que celles citées dans le tableau ci-dessus, doit être portée, *avant sa réalisation*, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### 4.3. - FLUX ANNUEL DU DIGESTAT SORTANT DU DIGESTEUR :



Quantité	MS	N (kg)	P2O5 (kg)	K2O (kg)
10040 tonnes	559 tonnes	43625	22967	34349

4.4. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- a) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans le digesteur ;
- b) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume de matières végétales entrant dans le digesteur;
- c) un dispositif de mesure pour comptabiliser le digestat sortant du digesteur ;

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs seront consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

4.5. - AUTOSURVEILLANCE :

Outre les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 susvisé, pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de méthanisation, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières trimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) bilan des volumes de lisier brut entrant et des matières végétales ;
- b) une analyse du lisier brut entrant (MO, MS, N, P2O5, K2O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (*prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses*) ;
- c) bilan des volumes de digestat produit ;
- d) une analyse du digestat (MO, MS, N, P2O5, K2O). L'échantillon sera prélevé en sortie du digesteur ou en entrée du traitement secondaire.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés trimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

4.5.1. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de méthanisation.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués une fois par an. Les autres paramètres restent inchangés.

4.6. - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET DE TRAITEMENT :

- a) les lisiers bruts porcins seront homogénéisés dans une fosse d'un volume de 600 m3 utiles.
- b) le maïs ensilage sera stocké dans un silo de 215 m².
- c) l'ensilage de cultures dérobées sera stocké dans une fumière de 150 m²
- d) les déchets de légumes et les tontes de pelouses seront stockés dans un hangar d'une surface totale de 150 m².
- e) le biogaz produit sera stocké dans le gazomètre pour un volume de 333 m3 et dans le digesteur pour un volume de 201 m3

Tous les ouvrages de stockage et le digesteur d'un volume de 1005 m3 utiles devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

Conformément aux plans et mémoires annexés, un merlon de rétention ayant un point bas connecté avec la lagune de 2700 m3 utiles devra être réalisé dès la mise en fonctionnement du digesteur.

L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée.

4.7 - PRODUCTION DE BIOGAZ ET UTILISATION :

La production journalière de biogaz sera de 1080 m3 avec une teneur en méthane de 54 %. La totalité de ce biogaz sera valorisé par un co-générateur.

#### 4.8 - AIR, ODEUR :

La teneur en hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 200 ppm.

### ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'INSTALLATION DE COMBUSTION

#### 5.1. - CAPACITE DE COMBUSTION :

La puissance thermique maximale du co-générateur est de 0.27 MW, celle de la chaudière de secours est de 0.25 MW.

Pour l'exploitation de ces installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2910-C-2 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions particulières définies ci-après.

#### 5.2 - LOCAL DE CO-GÉNÉRATION :

Conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, le co-générateur et la chaudière de secours seront situés dans un local technique fermé ayant au minimum les caractéristiques suivantes :

- a) les murs seront en béton cellulaire d'une épaisseur de 20 cm minimum ou en un autre matériau ayant les caractéristiques d'isolation phonique et thermique au moins équivalentes ;
- b) un plafond d'isolant phonique sera placé sous la toiture ;
- c) les ouvrants assureront une bonne isolation phonique ;
- d) un mur coupe-feu séparera le local co-générateur des autres pièces du local technique (*local « raccordement au réseau » et local « automates et contrôles »*).

Ce local sera équipé entre autres :

- a) d'une cellule de détection des fuites de gaz ;
- b) d'un dispositif de ventilation renforcée ;
- c) d'un dispositif d'arrêt complet du co-générateur en cas de fuite importante de gaz ;
- d) d'une alarme reliée à l'élévage et au téléphone de l'exploitant l'avertissant en cas de surpression ou de fuites de biogaz détectées ;
- e) d'un tuyau d'échappement des gaz de combustion équipé d'un silencieux.

#### 5.3. - FONCTIONNEMENT DU CO-GENERATEUR :

L'installation est conçue pour collecter et utiliser la totalité du biogaz produit comme carburant du co-générateur. Le co-générateur fonctionnera de 20 à 22 heures par jour.

En cas d'arrêt du moteur les procédures suivantes seront appliquées :

a) maintenance courante du moteur (*vidange...*) - réparations d'une durée inférieure à 4 heures : *pas de disposition particulière.*

b) entretiens approfondis qui nécessitent entre 4 et 8 heures d'arrêt : *le niveau de biogaz en stock devra être abaissé au cours des journées précédentes de façon à avoir une capacité de stockage du biogaz suffisant durant la période d'interruption.*

c) en cas de panne majeure > 8 heures : *le gaz sera brûlé par la chaudière de secours, l'alimentation du digesteur sera aussitôt interrompue afin de baisser la production de biogaz.*

#### 5.4. - RENDEMENT DU CO-GENERATEUR :

La totalité du biogaz valorisé par le cogénérateur produira :

- a) de l'électricité : 750000 kwh électriques/an revendu par contrat et redistribué sur le réseau ;

b) de la chaleur : 973000 kwh thermiques/an sous forme d'eau chaude qui sera utilisée pour le chauffage du digesteur et pour le chauffage des porcheries. L'efficacité énergétique sera au minimum de 65,9 %.

Le co-générateur ainsi que la chaudière de secours feront l'objet d'un entretien régulier (*conforme aux préconisations du constructeur*) et d'une maintenance préventive par un organisme compétent.

Les rendements du co-générateur (*puissance électrique/puissance thermique*) seront mesurés afin de s'assurer du bon entretien des installations. Ces mesures seront consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées

#### ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

6.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

6.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

a) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le digestat et le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

b) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

c) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du digestat et lisier traités décantés ;

d) un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;

e) un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

f) un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

6.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (*défaut électrique ou mécanique*).

6.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

##### 6.5. - DEBITS ET FLUX DE POLLUTION ENTRANT DANS L'UNITE DE TRAITEMENT :

L'unité de traitement traitera la totalité du digestat de l'unité de méthanisation, incluant la totalité des lisiers porcins des élevages exploités par le pétitionnaire (*sites 1 et 2*), soit au total 7462 m3 de lisier (32261 kg d'azote).

##### 6.5.1. - Dans la centrifugeuse :

<i>*digestat et lisier brut entrant</i>	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	10040 m3	27,5 m3	33 m3
N Global	43625 kg	119,5 kg	143.4 kg
P2O5	22967 kg	62,9 kg	75.5 kg

<i>*Résidus organiques produits</i>	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1380 tonnes	3,78 tonnes
N Global	12670 kg	34,7 kg
P2O5	19194 kg	52,58 kg

<i>*digestat et lisier brut centrifugés produits</i>	Flux annuel
Volume	8660 m3
N Global	30955 kg
P2O5	3773 kg

#### 6.5.2. - DANS LE REACTEUR BIOLOGIQUE :

<i>*digestat et lisier brut centrifugés entrant dans le réacteur biologique</i>	Flux annuel	Flux journalier moyen	Flux maximal journalier
Volume	8314 m3	22,77 m3	27,3 m3
N Global	29717 kg	81.41 kg	97.7 kg
P2O5	3622 kg	9.92 kg	11.9 kg

#### 6.6. - DEBITS ET FLUX DE POLLUTION RELATIFS AUX CO-PRODUITS A EPANDRE :

<i>* digestat et lisier brut centrifugés non traités par le réacteur biologique</i>	Flux annuel
Volume	346 m3
N Global	1238 kg
P2O5	151 kg

<i>*digestat et lisier traités décantés</i>	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1203 m3	3,3 m3
N Global	4231 kg	11,6 kg
P2O5	2354 kg	6,45 kg

<i>* Effluent épuré (surnageant)</i>	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	5666 m3	15,52 m3
N Global	1274 kg	3,49 kg
P2O5	1268 kg	3,47 kg

#### 6.7. – AUTO-SURVEILLANCE : SUIVI

L'éleveur procédera *quotidiennement* aux opérations suivantes :

- a) vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- b) relevé du volume de lisier brut et de digestat entrant dans la centrifugeuse ;
- c) relevé du volume de lisier brut et digestat centrifugés entrant dans le réacteur.

L'éleveur procédera *hebdomadairement* aux opérations suivantes :

- a) calcul du volume de résidus organiques produits ;
- b) relevé du volume de digestat et lisier traités décantés produits ;
- c) relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- d) relevés de compteurs (*consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ....*).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (*période de « mise en charge »*), des tests rapides  $\text{NH}_4/\text{NO}_3$  seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

#### 6.8. – AUTO-SURVEILLANCE : BILAN MATIERE

6.8.1 - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières trimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) bilan des volumes de lisier brut et de digestat entrant dans la centrifugeuse ;
- b) bilan des volumes de lisier brut et digestat centrifugés entrant dans le réacteur ;
- c) une analyse du lisier brut (MS, NK,  $\text{P}_2\text{O}_5$ ,  $\text{K}_2\text{O}$ ). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (*prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses*) ;
- d) une analyse du digestat (MS, NK,  $\text{P}_2\text{O}_5$ ,  $\text{K}_2\text{O}$ ) ;
- e) une analyse des résidus organiques (MS, NK,  $\text{P}_2\text{O}_5$ ,  $\text{K}_2\text{O}$ ). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- f) une analyse du digestat et lisier brut centrifugé non traité (MS, NK,  $\text{P}_2\text{O}_5$ ,  $\text{K}_2\text{O}$ ). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage ;
- g) une analyse du digestat et lisier traités décantés (MS, NK,  $\text{P}_2\text{O}_5$ ,  $\text{K}_2\text{O}$ ). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage ;
- h) une analyse de l'effluent épuré (MS, NK,  $\text{P}_2\text{O}_5$ ,  $\text{K}_2\text{O}$ ). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés trimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

6.8.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (*à au moins trois mois d'intervalle*). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

6.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (*modification importante du process*), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

#### 6.9. - ASSISTANCE TECHNIQUE :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

#### 6.10. - VALIDATION DE L'AUTO-SURVEILLANCE :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- a) établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- b) effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (*vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...*),
- c) vérifier la « traçabilité de l'azote » (*correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...*).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

#### 6.11. - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS.

- a) les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses, des pré-fosses et la fosse de réception pour un volume total de 3020 m<sup>3</sup> utiles ;
- b) les résidus organiques seront stockés dans un hangar de 480 m<sup>2</sup> ;
- c) le lisier et digestat centrifugés non traités à épandre sera stocké dans une fosse de 300 m<sup>3</sup> utiles ;
- d) le digestat et lisier traités décantés sera stocké dans une fosse de 840 m<sup>3</sup> utiles ;
- e) L'effluent épuré sera stocké dans deux lagunes d'un volume total de 5200 m<sup>3</sup> utiles ;
- f) Tous les ouvrages de stockage et le réacteur biologique de 800 m<sup>3</sup> utiles devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

6.12. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- a) l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins ;
- b) les conditions météorologiques doivent être favorables (*vents faibles ou nuls*) ;
- c) la pression doit être basse (*2,5 bars maximum en sortie de buse*).

6.13. - Les épandages des co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

#### 6.14. - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT.

L'unité de traitement est déjà en fonctionnement, la mise en service de l'unité de traitement du phosphore (*centrifugeuse*) devra être réalisée dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté.

6.15. - En cas de *dysfonctionnement momentané*, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

En cas de *dysfonctionnement prolongé*, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

#### ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT L'UNITE DE COMPOSTAGE

##### 7.1. - CAPACITE DE L'UNITE DE COMPOSTAGE :

L'unité de compostage traitera annuellement les 1380 tonnes de résidus organiques produits en sortie de centrifugeuse soit 3,78 tonnes jour.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n°2780-1b de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions particulières définies ci-après.

##### 7.2. - INSTALLATION DE COMPOSTAGE.

###### 7.2.1. Plate forme de compostage.

L'exploitant disposera d'une plate forme étanche couverte (*hangar*) d'une surface totale de 480 m<sup>2</sup>, dont 125 m<sup>2</sup> d'aire de séchage en aération forcée et 290 m<sup>2</sup> d'aire de stockage, offrant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Conformément aux plans et mémoires, un stockage complémentaire pourra être effectué dans un hangar de 390 m<sup>2</sup> (*ancienne stabulation*).

Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui seront, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains. *Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.*

Un quai, ou une aire de chargement, sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

7.2.2. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet et couvert si nécessaire.

7.2.3. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

7.2.4. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

7.3.- L'unité de compostage devra être fonctionnelle dès la production de résidus organiques à composter. L'éleveur avertira le service des installations classées de la date de mise en place.

##### 7.4. - CONTROLE ET SUIVI DU COMPOSTAGE.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

7.5. - Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50°C pendant 6 semaines. L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer des relevés quotidiens.

7.6. - L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec, au minimum :

- a) la quantité de matières premières entrantes en compostage ;
- b) les dates d'entrée en compostage (*correspondant au 1er retournement*) ;
- c) les mesures de température (*date des mesures et relevés de température*) ;
- d) les dates des retournements ;
- e) la date de l'entrée en maturation.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

#### 7.7. - *AUTO-SURVEILLANCE : BILAN MATIERE*

Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de compostage, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières trimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) un bilan du tonnage du compost produit.
- b) une analyse des composts. Les prélèvements de compost seront réalisés avant envoi à la parcelle d'épandage ou enlèvement.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

Si les résultats sont satisfaisants, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués une fois par an. Les autres paramètres restent inchangés.

Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

#### 7.8. - *CONFORMITE DES PRODUITS :*

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués devront répondre aux exigences des normes en vigueur (*Norme NFU 42 001 -*).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (*destruction, incinération, épandage, etc.*).

#### 7.9. - *UTILISATION DU COMPOST.*

Une convention est établie avec la société « Evalor » qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 ou 2780 pour **540 tonnes** de compost par an, soit 9502 unités d'azote (UN) et 19194 UP2O5.

Cette convention devra préciser :

- a) les obligations de l'éleveur, les conditions de reprise, les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :



- a) les dates de départs ;
- b) les références de lot ;
- c) la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant ;
- d) les quantités livrées en tonnes et/ou en m3 ;
- e) le nom du transporteur ;
- f) les destinations (*nom du destinataire et lieu de destination* ).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqué, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise du compost et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

#### ARTICLE 8 - RESORPTION :

33498 unités d'azote dont :

- biphase : 6225 UN
- transfert : 7026 UN
- traitement : 17904 UN
- compostage : 2343 UN

#### ARTICLE 9 -

*Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées du 15 février 1989 et du 27 décembre 1996, ainsi que les arrêtés modificatifs du 15 juin 2000 et du 04 avril 2002.*

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 10 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives des mairies de PLELO et TREGOMEUR pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte des mairies de PLELO et TREGOMEUR pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.


#### ARTICLE 11 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

#### ARTICLE 12 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, les Maires de PLELO et TREGOMEUR, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de LANTIC - PORDIC - PLOURHAN - TREGUIDEL - TREMELOIR.

SAINT-BRIEUC, le - 7 JUIN 2010

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Philippe de Gestas-Lespéroux